

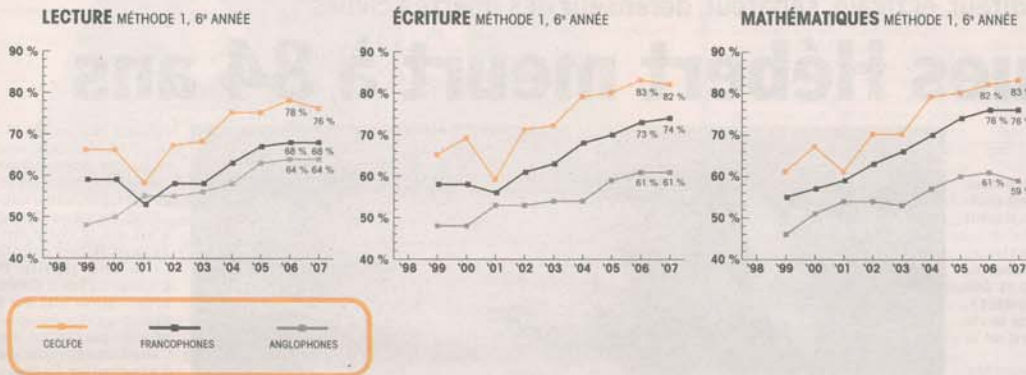
# RAPPORT ANNUEL 2006-2007 DE LA PERFORMANCE AU DÉPASSEMENT

Depuis bientôt dix ans, les membres du personnel des écoles catholiques du Centre-Est vont au-delà du devoir, et ce, jour après jour. Ils inspirent à nos élèves la confiance de vouloir dépasser ce qui paraissait être leurs limites. Voilà la clé du succès des écoles catholiques du Centre-Est!

C'est d'ailleurs cet encadrement exceptionnel qui définit l'école catholique. Un encadrement fondé sur les valeurs chrétiennes d'amour, de respect, de courage, de justice, de joie, de paix et d'espérance. Cet encadrement est assuré par nos quelque 1 800 employés qui apportent une contribution essentielle à la qualité de nos écoles, programmes et services.

## DES RÉSULTATS QUI EN DISENT LONG

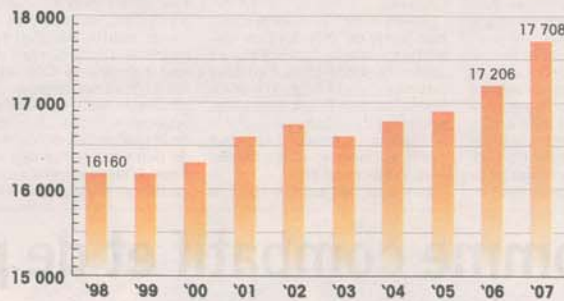
Des pratiques réussies, un monitoring régulier et la collaboration professionnelle ont porté fruit dans les classes de 3<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> année des écoles catholiques du Centre-Est. Les élèves du CECLFCE sont les meilleurs de l'Ontario puisqu'ils ont dépassé le taux de réussite de 75 % fixé par le ministère de l'Éducation.



## LES ÉCOLES CATHOLIQUES DU CENTRE-EST ATTIRENT DE PLUS EN PLUS D'ÉLÈVES

Malgré la diminution du nombre d'enfants d'âge scolaire dans la population générale, les écoles catholiques du Centre-Est continuent d'attirer un nombre grandissant d'élèves. Cette progression est constante depuis la création du CECLFCE en 1998. Le nombre d'élèves inscrits dans les 48 écoles catholiques du Centre-Est a augmenté de 502, soit une hausse de 3 % par rapport à 2006. Il s'agit de la plus forte croissance de la population scolaire en 10 ans.

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ÉLÈVES AU CECLFCE



## DES STRATÉGIES GAGNANTES, DES PARENTS SATISFAITS

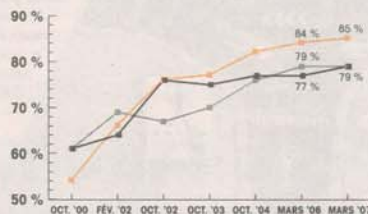
Le sondage 2007 sur la satisfaction des parents révèle un taux de satisfaction générale de 94 %. C'est le plus haut taux de satisfaction enregistré depuis la création du CECLFCE en 1998!



## NOS ÉLÈVES NE CESSENT DE SE DISTINGUER AU TEST PROVINCIAL DE COMPÉTENCES LINGUISTIQUES

En 2007, 85 % des élèves des écoles secondaires catholiques du Centre-Est ont réussi le test provincial de compétences linguistiques (TPCL), ce qui représente quatre points de pourcentage de plus que le résultat provincial.

TPCL MÉTHODE 1, 10<sup>e</sup> ANNÉE

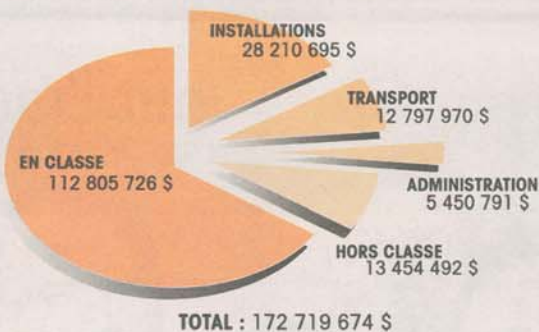


## UNE SITUATION FINANCIÈRE ENVIABLE

Depuis 10 ans, le CECLFCE présente un budget équilibré qui fait l'envie de bien des conseils scolaires en province. L'année 2006-2007 ne fait pas exception. Une saine gestion fait en sorte que l'argent des contribuables est dépensé là où ça compte : au service de l'élève.

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2006-2007

### DÉPENSES



Notre action s'inscrit dans une histoire de plus de 220 ans d'enseignement catholique de langue française en sol ontarien. Notre mission est de former dans l'excellence les enfants qui porteront un jour avec fierté le flambeau. Notre objectif ne se limite pas à assurer la réussite pendant une autre décennie. Notre action aujourd'hui, c'est dans les deux siècles à venir qu'il faut la projeter. Tout simplement en offrant *la meilleure école qu'on puisse donner*.

**10 ANS**  
CECLFCE  
1998-2008

CONSEIL DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE LANGUE FRANÇAISE DU CENTRE-EST  
Le meilleur conseil  
qu'on puisse vous donner

INSCRIPTION EN TOUT TEMPS

613.744.2555

[www.ecolecatholique.ca](http://www.ecolecatholique.ca)

Le mardi 11 déc 2007

## Boîtes à lunch à l'essai

**Louise Lemieux**

Le Soleil

Québec

**11h30. Les enfants de l'école primaire Marguerite-Bourgeoy de la rue des Oblats dans le quartier Saint-Sauveur arrivent en trombe dans les locaux de la garderie scolaire. Dans les classes, les éducateurs distribuent les sacs à lunch. Les enfants ont hâte de voir ce que la chercheuse Hélène Arguin leur a concocté ce midi.**

Il y a deux jours, le sandwich pain brun au rosbif a eu un succès bœuf! Il y a bien eu des croûtes non mangées, mais bon. Plusieurs enfants ont redemandé des sandwiches. La veille, le roulé jambon-fromage a été fort apprécié. La salade de macaronis a eu du succès, même si les haricots verts sont restés dans le fond du contenant.

Aujourd'hui, surprise! Le sac brun contient un sandwich au thon avec pain pita au blé.

«Beurk! Du thon! Et en plus avec des pois verts dedans», lance une grande de sixième année. «Moi, j'aime juste la peau», dit le petit Vincent, en picossant son sandwich. «J'aime rien aujourd'hui, à part la salade de fruits», ajoute Laurence. Mais Charlotte, habituée à manger du thon à la maison, dévore son lunch.

Hélène Arguin s'attendait à ce manque d'enthousiasme pour sa boîte à lunch de jeudi. «En général, les enfants n'aiment pas le poisson, même le thon en boîte. Mais il fallait l'essayer!»

Le projet boîte à lunch santé est à la fois projet de recherche scientifique et partie de la thèse de doctorat de la jeune femme, en kinésiologie, sous la supervision du professeur Angelo Tremblay, bien connu pour ses travaux sur l'obésité.

Mme Arguin prend le pari que les aliments santé, plus rassasiants que les aliments-camelote, auront la cote auprès des enfants.

Durant deux semaines, Mme Arguin fournit des sacs à lunch santé aux 90 écoliers de 4 à 12 ans qui participent à la recherche. Aux fins de comparaison, 2 des 10 lunches sont des «standards» : sandwich au pain blanc, fromage à tartiner, jus de fruits au lieu du lait, gâteau au lieu de fruits.

Chaque enfant a son sac à lunch. Les restes seront remis dans le sac et pesés après le repas afin d'évaluer la quantité qui a été mangée. Avant de quitter la garderie, chaque enfant est rencontré : as-tu aimé ton lunch? est-ce que ton ventre est plein? voudrais-tu avoir ce lunch encore une fois? Pour vérifier l'effet rassasiant du lunch, avant la récré de 14h, les enseignants demanderont aux 90 enfants de l'étude s'ils ont faim. Tous ces questionnaires seront compilés et feront l'objet d'un article dans une revue scientifique.

«Introduire de la bouffe santé à l'école, ce n'est pas évident. Les recherches ont démontré qu'un nouvel aliment doit être essayé 8 à 10 fois avant qu'un enfant puisse l'apprécier», constate Mme Arguin.

C'est la première fois qu'on tente de vérifier l'appréciation des enfants à des repas santé conçus pour répondre à leurs besoins alimentaires, dans un milieu scolaire.

En passant, le sandwich au thon si peu apprécié des enfants était délicieux.



Tuesday » December  
11 » 2007

## Teacher on trial for sex assault admits e-mails 'inappropriate'

### Says she never had sexual relations with former student

**Andrew Seymour**

The Ottawa Citizen

*Tuesday, December 11, 2007*

CORNWALL - A junior high school teacher on trial for sexual assault told court yesterday she sent inappropriate e-mails to a 13-year-old former student, but denied she had engaged in a sexual relationship with the young male.

Taking the witness stand in her own defence, Jennifer Dorland told court she never kissed or fondled the student or allowed him to touch her breasts and genitals.

However, Mrs. Dorland, 42, admitted her decision to engage in suggestive and sexual e-mail discussions with the former student, whose name is protected by a publication ban, has left her "embarrassed and ashamed."

"It was absolutely a terrible, horrible idea. I have been paying for that e-mail and conversation for two years," testified Mrs. Dorland, who, in one of the e-mails, told the student she loved groans and hands on her stomach.

In the other e-mail, Mrs. Dorland -- who is charged with sexual assault, sexual interference and invitation to sexual touching -- asked the student if he has any regrets.

The former student had earlier testified the e-mail had been sent hours after he and the teacher kissed and fondled each other on a couch in the basement of Mrs. Dorland's home in September 2004. The two e-mails, sent Sept. 11 and Sept. 22, 2004, were entered into evidence last week.

Mrs. Dorland testified the first e-mail was in response to questions about how to treat and touch a woman, while the second had to do with the student's breakup with one girl and his interest in another older girl. But on cross-examination, Crown prosecutor Jennifer Burke attacked Mrs. Dorland's explanation, questioning why a dedicated teacher would risk her job, marriage, two children and social life when she knew the e-mail conversations were inappropriate.

"You gambled with it all because your relationship with (the 13-year-old) was stronger than you," said Ms. Burke.

Dissecting the first e-mail line by line, Ms. Burke said the message makes "no sense" if Mrs. Dorland was merely trying to help the teen.

Despite feeling uncomfortable with the e-mail exchange at the time, Mrs. Dorland said she answered the questions because she didn't want the student, whom she viewed like a "nephew," to feel "abandoned" by her.

"My intention was to be there and answer questions for him," testified Mrs. Dorland, who remained composed throughout nearly four hours of testimony.

Under questioning by her lawyer, Frank Addario, Mrs. Dorland testified earlier in the day that she had grown close to the boy after getting to know his mother during the summer.

However, she never viewed him as a peer, she testified. But Ms. Burke questioned why Mrs. Dorland told a Children's Aid Society worker she viewed the student as a "real friend" and not a "kid friend" during an interview the day after her arrest on Jan. 26, 2006.

Last week, court heard Mrs. Dorland took a cocktail of anti-depressants, Tylenol and alcohol the day after learning about the allegations against her. Yesterday, Ms. Burke suggested Mrs. Dorland attempted suicide because the allegations were true.

But Mrs. Dorland said the suicide attempt was the result of a combination of factors, including her father's illness, her broken marriage and work stress, not because there was any truth to the allegations.

At the time police launched the investigation in January 2006, Mrs. Dorland testified she was "relieved" because she believed the "lies" about her would be exposed. Mrs. Dorland also testified she never told her former lover and current husband, Bill MacDonald, about the allegations against her. Mr. MacDonald testified last week that he was with Mrs. Dorland the morning of the alleged sexual assault. However, he didn't come forward with an alibi for Mrs. Dorland until March 2007.

aseymour@thecitizen.canwest.com

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

---

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Tuesday » December  
11 » 2007

## No Muslim garb for teachers, judges: unions Federation proposes charter of secularism ' to avoid anarchy'

**Jeff Heinrich**

The Montreal Gazette

*Tuesday, December 11, 2007*

MONTREAL - Muslim women who teach in public schools or who are judges shouldn't be allowed to wear hijabs, the head of Quebec's second-largest trade union federation said yesterday.

Such bans should be part of a new "charter of secularism" -- akin to the Charter of the French Language -- that the Quebec government should adopt, said Claudette Carbonneau, president of the Confédération des syndicats nationaux.

Such a charter is needed "to avoid anarchy, to avoid treating (reasonable-accommodation) cases one by one," Ms. Carbonneau said yesterday, presenting a brief on behalf of the federation's 300,000 members to the Bouchard-Taylor commission.

Under a secular charter, employers would understand that they don't have to agree to accommodate religious employees if, for example, they ask to be segregated from people of the opposite gender, she said.

Similarly, religious students in public schools would understand they can dress as they like, but not if it means wearing restrictive clothing like burqas, niqabs and chadors, which make communication difficult, she told commissioners Gérard Bouchard and Charles Taylor.

And in the courts, "there are cases that are clear -- I wouldn't want to see a judge in a veil," for example, she said.

Ms. Carbonneau was the first of four leaders of Quebec's major union federations scheduled to address the commission, which is holding its final week of hearings this week since beginning a cross-Quebec tour in early September.

Ms. Carbonneau's attitude -- especially about the ban on hijabs for teachers -- got a cold reception from a Muslim women's group that spoke immediately after her.

"What that would do is close the door to Muslim women who want to teach," said Samaa Elibyari, a Montreal community radio host who spoke for the Canadian Council of Muslim Women. "It goes against religious freedoms that are guaranteed in the (Quebec) Charter of Rights."

Ms. Elibyari said Muslim women routinely face discrimination in the workplace. They don't need unions on their back, too, she said.

© The Ottawa Citizen 2007



Le mardi 11 déc 2007

## Menace terroriste sur le 400e anniversaire

[Gilles Toupin](#)

La Presse

Ottawa

**Les célébrations du 400e anniversaire de la ville de Québec ne seront pas de tout repos pour les services de l'ordre qui s'inquiètent de la menace terroriste.**

Selon des documents du ministère de la Sécurité publique, obtenus grâce à la Loi sur l'accès à l'information, la menace terroriste planera sur les principaux événements de ces fêtes, notamment sur le Sommet de la francophonie et le Congrès eucharistique mondial.

Les célébrations du 400e anniversaire de Québec attireront quelque 28 millions de touristes des États-Unis et d'outre-mer, selon la Sécurité publique.

«Quoique la menace terroriste soit certainement moins importante pour l'événement de Québec qu'elle le sera pour (les Jeux olympiques de 2010) à Vancouver, elle mérite néanmoins notre considération», affirment dans les documents des responsables au ministère de la Sécurité publique. Ces responsables parlent même d'un «potentiel de menaces accrues» à l'exemple justement des Jeux olympiques.

Les célébrations du 400e anniversaire de la fondation de Québec par Champlain seront en effet l'occasion de grands rassemblements internationaux, dont le Sommet de la francophonie du 15 au 19 octobre, le 49e Congrès eucharistique international du 15 au 22 juin, le Championnat du monde de hockey du 24 avril au 11 mai et le quatrième Congrès mondial des jeunes du 10 au 21 août.

Selon le Ministère, seul le Sommet de la francophonie nécessitera un renforcement de la sécurité, étant donné que quelque 70 chefs d'État et de gouvernement sont attendus dans la Vieille Capitale. Pour ce seul sommet, la Sécurité publique estime qu'il faudra déployer entre 1500 et 2000 policiers, sans compter les effectifs des Forces armées. Par ailleurs, si le pape se déplace pour le Congrès eucharistique -ce qui n'est pas encore confirmé-, il faudra là aussi mettre en place des mesures de sécurité exceptionnelles. Ce congrès, selon les estimations, attirera quelque 16 000 participants.

Ce sont les corps policiers de la GRC, de la SQ et de la Ville de Québec qui assureront, sous un commandement unifié, l'essentiel des opérations de sécurité. Les documents du Ministère confirment cependant la présence et la participation des Forces armées canadiennes lors des divers événements qui marqueront les festivités. «Les Forces armées ont joué un rôle important dans l'histoire de la ville de Québec, lit-on dans les documents, et il faut absolument que les forces canadiennes maintiennent cette relation bien établie et participant à certaines activités en fournissant du soutien, si cela s'avère faisable et nécessaire.»

«Nous demeurons prêts à intervenir, affirment encore les Forces armées canadiennes, dans les situations où notre personnel, nos ressources et notre expertise seraient le seul recours possible en cas d'imprévu risquant de mettre en péril le bon déroulement des activités.»



D'autres documents, ceux-là du haut commandement militaire, reconnaissent que les Forces armées «doivent être prêtes à répondre sur demande, si elles y sont autorisées, aux demandes d'aide liées à la sécurité lors du Congrès eucharistique et du Sommet de la francophonie».

Le plan d'ensemble de campagne de l'armée pour Québec 2008 a été baptisé opération Évolution. Toutes les activités entourant le 400e anniversaire de la ville de Québec comme tel seront encadrées par l'opération Expression alors que le 12e Sommet de la francophonie sera sous la surveillance de l'opération Élocution et le Congrès eucharistique sous celle de l'opération Élévation.

Quant à la GRC, elle procède à l'installation d'un vaste centre de commandement à Beauport. Un porte-parole du corps de police à Québec, Réjean Faucher, affirme qu'il n'y a actuellement aucune menace directe contre un quelconque chef d'État mais qu'une évaluation de la situation est faite quotidiennement.

Selon le ministère de la Sécurité publique, quatre événements nécessiteront une attention toute particulière au niveau de la sécurité. Il s'agit de l'ouverture des festivités le 31 décembre prochain, d'une possible visite du pape le 21 juin, de l'anniversaire de la fondation de Québec le 3 juillet et du Sommet de la francophonie du 15 au 19 octobre.

*Avec la collaboration de William Leclerc.*

canoe network ... cnews



December 11, 2007

## School dress code cool with student

By TERRI SAUNDERS, SUN MEDIA

When Nathalie Mercer is getting ready for school in the morning, she has a lot on her mind.

The Grade 7 student must make sure she has her homework done, has her books together and has everything she needs for another busy day at one of the newer high schools in the region.

One thing the St. Thomas Aquinas Catholic High School student doesn't have to worry about is what to wear. Since she began attending the school in September, Nathalie has been wearing a uniform in accordance with school policy.

"I like the uniform," she said. "It's great to not have to think about what to wear every day."

Nathalie and her 600 schoolmates can choose from a wardrobe of dress pants, skirts, blouses and golf shirts all within a certain colour scheme and with many items emblazoned with the school's crest.

It's a choice she enjoys making.

"I like the fact I don't have to put a lot of thought into it," Nathalie said. "There are other ways I can express myself -- hair bands, jewelry. Any of those things can be worn as long as they're appropriate for school."

Over the past several weeks, a number of parents and students have spoken out publicly on the issue, some in favour of the adoption of uniforms at city schools and others against any such policy.

That kind of debate is exactly what Riley Brockington was hoping to spark when he first suggested area schools consider whether a uniform policy might be right for their school communities.

"This is not a board-led initiative. This is not a trustee-led initiative. This is a voluntary discussion," said the Ottawa-Carleton District School Board trustee.

### LESS STRESS

For Nathalie and her mom, Barb Mercer, the uniforms represent not only less stress in the mornings but a greater peace of mind throughout the school day.

"It does make it easier for school staff to quickly identify which students belong at a school and which don't," said Barb Mercer. "And I remember watching this video on the Internet which showed a boy pulling weapons out of his clothing because they were easily hidden in the baggy clothes."

Brockington said he hopes to hear from a number of school councils by February about their interest in taking part in a pilot uniform project. He said he's already received feedback from some principals and at least three school councils and so far it seems most people are in favour of at least considering the idea.

"They're giving me every reason in the book as to why this might be a good idea -- everything from the fact it's easier in the mornings and there's less peer pressure related to clothing," said Brockington, who pointed out that any uniform policy would require 85% support within a school's community. "People are certainly interested."